

# au fil de la semaine

## SOMME

**Syndicalisme** → Les clés de la manifestation du 27 avril.

# Manifester à Paris le 27 avril Pourquoi, comment ?

**M**ardi prochain, à l'appel de 12 grandes régions syndicales, plusieurs milliers de manifestants sont attendus à Paris, dont une partie en tracteurs.

En effet, lors du congrès de la Fnsea, l'exaspération des producteurs est ressortie vivement pour ces régions où les systèmes de grandes cultures et de polyculture élevage sont douloureusement impactés cette année, pris dans un terrible étau entre la hausse des charges et de la pression réglementaire, et la baisse des cours et des soutiens directs dans le cadre du bilan de santé de la PAC.

Deux axes forts ressortent de cet appel à mobilisation : d'un côté un message direct au gouvernement pour redonner des marges de manœuvre aux agriculteurs français par rapport aux collègues et concurrents européens. C'est sur cet axe que sont demandés la suppression de la BCAE "éléments topographiques", de l'obligation de couverture totale des sols, et des augmentations de la redevance pollution diffuse ; la possibilité de provisionner des charges sociales et le retour à l'année N ; l'exonération de TFNB ; la suppression de la cotisation au FNGCA (fonds de calamités) et de l'assiette minimum



Le 25 mars 2009, les agriculteurs manifestaient à Paris. Un peu plus d'un an après, ils manifesteront à nouveau dans la capitale.

d'assurance maladie ; l'autorisation de transport à 44 tonnes, la prolongation de la mesure de diversité des assolements et d'une MAE rotationnelle, et le versement anticipé des aides PAC. Toutes ces revendications reposent sur un même point : redonner de l'air aux exploitations françaises.

L'autre axe fort consiste à mettre

une pression politique forte à la veille des discussions d'orientation politique et budgétaire sur la PAC d'après 2013.

Avec l'arrivée du Commissaire Dacian Ciolos (en visite à Paris la semaine prochaine) et en pleine crise économique montrant de façon flagrante les limites du système "tout libéral" qui a dicté les dernières

réformes, c'est un virage à 180° que veulent amorcer les représentants syndicaux. Si les politiques semblent un peu plus soucieux d'organiser le modèle agricole européen, revenant régulièrement sur le thème de la régulation, les agriculteurs entendent quant à eux retrouver les fondamentaux de la PAC, à savoir les mécanismes de gestion des marchés et des stocks.

C'est donc pour (re)mettre sur les bons rails la politique agricole que cet appel à mobilisation est lancé et que les responsables Fdsea-JA-Filière appellent à une mobilisation massive.

Dans la Somme, plusieurs centaines de manifestants y sont escomptés, dont plusieurs dizaines de tracteurs. Les départs seront donnés en bus à Abbeville, Amiens et Roye, pour une descente vers Paris.

Le convoi de tracteurs partira de Montdidier à 5h du matin, pour retrouver l'ensemble des tracteurs à Senlis, d'où un départ groupé sera donné et escorté sur l'autoroute A1.

Chaque manifestant peut se rapprocher du réseau Fdsea-JA, notamment les présidents cantonaux ou d'arrondissement et le service syndical.

FRANÇOIS MAGNIER

### Et dans Paris ?

■ La manifestation circulera dans Paris, suivant un trajet qui reste encore en discussion avec les autorités locales. Le ralliement se fera ensuite sur un point final où s'exprimeront les responsables. Chacun pourra se restaurer et de là repartir bus et convois de tracteurs. A l'heure où nous bouclons ce numéro, la possibilité du Champs de Mars tient la corde, mais les autorités locales tardent à le confirmer. Elles laissent également planer la menace d'une interdiction des tracteurs. Dès que les modalités seront parfaitement connues, elles seront largement relayées (réseau, fax et SMS).

## → Réactions LUC VERMERSCH



Président de la section grandes cultures de la Fdsea de la Somme

### «Nous faire entendre»

A l'heure où certains politiques "redécouvrent" le rôle stratégique de l'agriculture et que commencent les discussions sur la 9<sup>ème</sup> réforme de la PAC (alors que la dernière entre en application ...) ne manquons pas de nous faire entendre de nos gouvernants et de l'Europe. La situation de nos comptes est malheureusement bien dégradée et le même scénario pour 2010 est à craindre : marchés déprimés, fuel et engrais en hausse ..., et des mesures environnementales qui se rajoutent...) sans

compter les effets du bilan de santé de la Pac (moins 50 euros d'aides sur tous les hectares de Sau dès 2010). Une réaction de tous s'impose. Comme l'Etat n'écoute plus que la rue, il faut nous bouger pour nous faire entendre. Pour preuve, l'annonce de cette manifestation et la mobilisation ont déjà accéléré les réunions de travail dans le cadre du comité de suivi du bilan de santé. Ce que nous demandons, notamment au niveau des grandes cultures : la régulation des marchés avec des mesures de désengorgement : restitutions, stockage,

intervention ; la diminution des charges ; la baisse de la pression environnementale. Nous avons bien conscience que rien n'est gagné d'avance ni facile à obtenir mais promettre la lune ne fait pas une défense professionnelle. Manifester nombreux au cœur de Paris, c'est visible médiatiquement car nous savons tous que, sans les medias, nous sommes inaudibles. Mobilisons-nous, en tracteur, à pied et ne gâchons pas nos chances de nous faire entendre à Paris et à Bruxelles.

### 2 axes forts

Redonner de l'air aux exploitations françaises.

Retrouver les fondamentaux de la PAC.

## → HUGUES ROBITAILLE



Président des jeunes agriculteurs

### «Retrouver les conditions d'une PAC rémunératrice»

Dans la Somme, Jeunes Agriculteurs appelle aussi à se fédérer autour de cette action syndicale. Elle va bien au-delà de grandes cultures, et c'est pourquoi

nous mobilisons tous nos adhérents sur toutes les filières. Les politiques ont entrebâillé la porte d'une politique agricole plus forte et mieux organisée. Il faut donner un coup d'épaule, pour l'ouvrir

en grand et retrouver les conditions d'une PAC rémunératrice ; c'est fondamental pour garantir la rentabilité de notre métier et l'installation des jeunes. J'attends.

### Pour partir de la Somme

#### EN BUS

**Abbeville.** 2 bus. parking Intermarché, zone nord, à côté de l'échangeur A16 - A28 : 6h30

**Amiens.** 2 bus. Maison des agriculteurs : 7h

**Roye.** 2 bus. Entrée de l'A1 : 7h

Pour les bus, les présidents d'arrondissement sont les "chefs de bus"

**EN TRACTEUR** : départ à Montdidier, direction Senlis (D929) à 5h (rassemblement à 4h30).

**Consignes** : faire le plein, prendre un kit gilet + triangle, prendre un filtre à fuel, ne pas accrocher d'outils (arrière ou avant, y compris chargeurs) replier les relevages avant, ranger les axes et goupilles en cabine.

**Syndicalisme** → Les agriculteurs de onze régions manifesteront à Paris devant l'absence de réponse des pouvoirs publics à leurs revendications.

# Les agriculteurs investiront Paris mardi 27 avril

Les réponses des pouvoirs publics ne sont pas à la hauteur de la crise profonde que traverse l'agriculture depuis un an. C'est ce que ne cessent de dénoncer la Fnsea et les JA.

Il a d'abord fallu la grande manifestation du 16 octobre 2009 qui a mobilisé des dizaines de milliers d'agriculteurs dans toute la France pour que le gouvernement se décide à lancer un plan de soutien national. Beaucoup d'agriculteurs ont déjà pu ainsi bénéficier de prêts de trésorerie ou de consolidation, mais les sommes engagées s'avèrent insuffisantes devant la situation catastrophiques de nombre d'exploitations.

Le président de la Fnsea, Jean-Michel Lemétayer, va s'entretenir à ce sujet avec le chef de l'Etat. Il va notamment lui indiquer que les producteurs ayant contracté des prêts dans le cadre de ce plan ne pourront peut-être pas rembourser leurs dettes en 2011, si les marchés ne s'améliorent pas. Nommé par le gouvernement pour assurer le suivi des mesures, Nicolas Forissier estime pour sa part que ce plan n'est pas suffisant pour répondre «à la grande détresse de certains exploitants dans certaines régions».

## Cours effondrés

Les dispositions prises dans le cadre du bilan de santé de la Pac sont venues dans le même temps aggraver la situation des producteurs de grandes cultures et des éleveurs confrontés à un effondrement des prix sur tous



Un millier de tracteurs et plusieurs milliers d'agriculteurs sont attendus mardi prochain à Paris.

les marchés alors que leurs charges augmentaient. D'où la demande de ces producteurs de revoir ces dispositions et de prendre les mesures qui s'imposent, notamment pour corriger de 100 euros de l'hectare l'augmentation des charges et les distorsions de concurrence. Lors du bilan de santé de la Pac, le ministre de l'Agriculture de l'époque, Michel Barnier, avait d'ailleurs prévu l'instauration d'un comité de suivi chargé justement de proposer les adaptations qui permettraient aux céréaliers de faire face à une conjoncture économique difficile et à la baisse de leurs aides directes. Ce qui est le cas. Au congrès de la Fnsea, fin mars, gouvernement avait été alerté sur l'urgence des décisions à prendre.

## Pas de réponse

Pourtant, les pouvoirs publics n'ont pas bougé. En déplacement

dans une ferme de l'Essonne le 6 avril dernier, le chef de l'Etat a déclaré qu'il ne reviendrait pas sur le bilan de santé de la Pac. Et de plus, il a reporté à l'automne prochain toute décision concernant la situation des exploitations en grande culture, polyculture et élevage.

C'est le 14 avril seulement que le ministère de l'Agriculture a enfin installé le comité de suivi des grandes cultures. Trois groupes de travail réunissant notamment des représentants d'organismes techniques se seront constitués autour de trois thèmes : les revenus et la compétitivité au sein de la filière, les marchés des grandes cultures, les contraintes spécifiques à ce secteur. Le prochain comité de suivi devrait avoir lieu le 6 mai. Mais, comme l'avait dit Nicolas Sarkozy, les conclusions de ce comité seront rendues en fin d'année, lorsque la visibilité sur la campagne de commercialisation sera meilleure.

## Manifestation

C'est ce qui a finalement décidé plusieurs régions (\*) à aller manifester à Paris. Voir ci-contre l'interview de Dominique Barrau, secrétaire général de la Fnsea.

A l'issue de la réunion du comité de suivi des céréales, Orama (l'organisation des producteurs de grandes cultures) a annoncé qu'elle «soutient pleinement» la manifestation de Paris, le 27 avril.

Un millier de tracteurs et plusieurs milliers d'agriculteurs sont ainsi attendus mardi prochain à Paris.

(\*) Il s'agit des Frsea Nord-Bassin Parisien, Nord-Pas de Calais, Picardie, Centre, Ile-de-France, Haute-Normandie, Basse-Normandie, Champagne-Ardenne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté, Rhône-Alpes, Midi-Pyrénées.

## Interview DOMINIQUE BARRAU

Secrétaire général de la Fnsea

**«Les producteurs de grandes cultures ne peuvent pas attendre»**

**Une dizaine de Frsea a appelé à manifester à Paris le 27 avril. La Fnsea soutient-elle cette initiative ?**

L'idée d'organiser un grand défilé de tracteurs à Paris a été lancée à l'occasion du congrès de la Fnsea à Auxerre, les 30, 31 mars et 1<sup>er</sup> avril par quelques fédérations régionales. Le prix des céréales dont de nombreux experts nous disaient qu'il allait se maintenir à des niveaux élevés, au moment du bilan de santé de la Pac n'a pas tenu ses promesses. Les cours se sont effondrés. On ne peut nier que les producteurs de grandes cultures rencontrent aujourd'hui de réelles et graves difficultés en termes de trésorerie et de revenu. C'est la raison pour laquelle la Fnsea appuie l'initiative de ses fédérations régionales d'organiser une grande manifestation à Paris le 27 avril.

Nous attendons un millier de tracteurs et plusieurs milliers d'agriculteurs à Paris.

**Sur quel thème appelez-vous les agriculteurs à se mobiliser ?**

Depuis plus de six mois, les représentants des régions céréalières nous ont alertés sur la dégradation de la conjoncture des grandes cultures. Le président de la République a annoncé lui-même la mise en place d'un comité de suivi des céréales. Celui-ci s'est réuni pour la première fois le 14 avril et il a proposé la création de trois groupes de travail : les revenus et la compétitivité de la filière, le marché des grandes cultures, les contraintes spécifiques du secteur. Notre objectif est de faire en sorte que ce comité travaille et propose des solutions rapidement.

Il y a urgence à prendre des mesures de dégage- ment du marché des céréales qui auront un effet immédiat sur les prix. Mais je n'oublie pas la néces-

sité de diminuer les charges. Notamment celles qui sont consécutives à la multiplication des contraintes environnementales qui pèsent sur les exploitations agricoles. J'ai bien retenu le message du président de la République au Salon de l'Agriculture qui n'a pas hésité à déclarer que l'environnement «ça commence à suffire». Nous voulons des actes et pas des discours.

**Vous ne faites pas confiance au président de la République qui a annoncé un rendez-vous à la fin de l'année pour décider d'éventuelles mesures de soutien...**

Les producteurs de grandes cultures ne peuvent pas attendre le mois de décembre pour bénéficier d'aides. A la veille de la nouvelle récolte, le meilleur moyen de redresser les prix et le revenu des agriculteurs est de vider les silos et de trouver des débouchés. Une dizaine d'euros de plus à la tonne de céréales aura bien plus d'effets que n'importe quelle aide. Sinon la situation sera pire dans quelques mois. Mon appel s'adresse également à Bruxelles pour que la Commission décide des mesures de gestion du marché qui s'imposent.

**Les JA organisent une grande opération de communication sur les Champs-Élysées, les 23 et 24 mai.**

**Ne craignez-vous pas que le message des agriculteurs soit brouillé ?**

La manifestation de Paris et l'opération de communication sur les Champs Elysées sont complémentaires. Je dirais même mieux, l'une ne va pas sans l'autre. Ce n'est pas parce que nous sommes engagés sur des chantiers de fond, de promotion de l'image des agriculteurs auprès de l'opinion que nous devons oublier nos revendications plus immédiates. Chaque chose en son temps.

## Les revendications

■ - Des mesures immédiates pour dynamiser l'accès au marché : stockage et crédit export, notamment sur les marchés de proximité tels que ceux du bassin méditerranéen et du Proche et Moyen Orient.

- Le versement anticipé des aides au 16 octobre ainsi qu'un allègement des charges fiscales, sociales et financières, notamment via des reports d'annuités, une prise en compte de l'année «n» pour le calcul des cotisations sociales et encore une suppression du plancher – 800 Smic – pour le calcul des cotisations d'assurance-maladie.

- La réévaluation de l'intérêt des mesures environnementales en fonction de leur impact sur la production.

- La révision et la pérennisation des mesures rotationnelles et de diversification

- La fin des «tracasseries administratives», comme la remise en cause de la cartographie des parcelles.

- Des dispositions pour mettre fin aux dysfonctionnements en matière de fret ferroviaire et le passage généralisé aux 44 tonnes pour le transport routier.